

Paris de la Collaboration, rive gauche

Samedi 2 juin 2012

Après la première visite du Paris de la Collaboration, en 2011, en rive droite, nous avons parcouru les endroits clefs du Paris de la Collaboration en rive gauche, en compagnie de Cécile Desprairies.

Il faut se représenter le Paris de l'époque, très calme, avec très peu de circulation. Certaines rues, comme la rue de Vaugirard, sont même interdites à tout véhicule et le couvre-feu est systématique le soir.

Les troupes allemandes prennent possession de Paris le 14 juin 1940 et 20 000 personnes s'installent aussitôt dans les immeubles réquisitionnés. Ces lieux avaient été repérés : les Allemands avaient étudié les plans du cadastre depuis trois ans, des plans qui étaient en vente à la librairie Braun, rue Saint-Lazare. Ces immeubles n'ont pas été choisis au hasard : l'occupant privilégie le bel immeuble haussmannien ou l'hôtel particulier d'angle. Une sortie supplémentaire, par l'arrière ou sur les côtés, est obligatoire, en cas de combats.

La Sorbonne

La Sorbonne n'est pas réquisitionnée, mais elle devient un lieu de conservatisme renforcé et se trouve soumise à des restrictions, dans le contexte de la Révolution nationale. La rentrée 1940 voit le nombre d'étudiants divisé par deux : 17 000 au lieu de 34 000. La première loi antisémite est publiée le 4 octobre 1940. Un *numerus clausus* impose un quota limite de 3 % d'étudiants juifs. Un numéro *bis* peut être accordé, comme à l'École polytechnique (Raymond Lévy, qui devait ensuite diriger Renault, était un numéro bis et en gardait un souvenir amer). Les professeurs sont nommés et non plus élus. Le doyen Ripert est remplacé par Jérôme Carcopino. Ce grand historien de la Rome antique allait être l'auteur d'une loi de protection des lieux archéologiques en France, instituant une autorisation préalable avant les travaux et les conditions de la fouille. Des cours d'allemand gratuit sont instaurés, qui connaissent un grand succès, avec 5 000

inscriptions dès l'ouverture.

Le 11 novembre 1940, le défilé des étudiants qui remontent les Champs-Élysées jusqu'à la place de l'Étoile est une des premières manifestations de résistance. De nombreux étudiants sont arrêtés, emprisonnés rue du Cherche-Midi, certains torturés.

Le Quartier latin, devenu aujourd'hui quartier de la fripe, comportait beaucoup de librairies. Parmi bien d'autres, la fameuse librairie des P.U.F., à l'angle du boulevard Saint-Michel et de la place de la Sorbonne, est désormais fermée, tout comme la librairie Galtier-Boissière, place de la Sorbonne, remplacée par une boulangerie, Baker's Dozen. L'occupant utilise cet environnement pour mettre en place la collaboration par la culture (aucun livre n'était publié sans l'accord de l'occupant).

Situé à l'angle du boulevard Saint-Michel et de la place de la Sorbonne, face à l'emplacement de la librairie des P.U.F., le café d'Harcourt, réquisitionné, devint une librairie, la librairie Rive Gauche. Le nom de la librairie vient du Cercle Rive gauche, autour d'Annie Jamet, sœur d'Henry Jamet, qui réunit l'équipe de *Je suis partout*.

Des auteurs y dédicacent (viennent y dédicacer) leurs œuvres. Rebatet, l'auteur des *Mémoires d'un fasciste*, dédicace pendant cinq heures *Les Décombres*, l'un des plus grands succès littéraires de l'Occupation. Anouilh, Cocteau, Montherlant, Brasillach dédicacent aussi. Cette librairie emblématique est l'objet d'un attentat à la bombe en novembre 1941, commis par Pierre Georges, alias le colonel Fabien, avant d'être pillée en août 1944. Ce ne sera plus jamais une librairie. Rive droite, l'autre grande librairie allemande était située rue de Rivoli, à l'emplacement de l'actuelle Smith's and Son.

En face de la place de la Sorbonne, **le lycée Saint-Louis** hébergeait la troupe, puis la Milice (des Français armés par l'occupant) en 1944. Un des participants de la visite nous indique que certaines parties du bâtiment étaient encore surnommées dans les années 1980 « les couloirs de la mort ».

De l'autre côté de la Sorbonne, **le lycée Louis-le-Grand** était le lieu d'internement provisoire des juifs. Les cours avaient lieu à l'Alliance française.

1 rue de Vaugirard

Le siège de la GFP (Generalfeldpolizei) logeait les militaires rapidement surnommés par les Parisiens « à collier de chien ». Ces soldats réglèrent la circulation et contrôlaient le couvre-feu (en tirant sur les volets si de la lumière filtrait de l'intérieur). Le gouvernement

de Vichy devait payer les chambres de l'occupant : la France a versé de 300 à 400 millions de francs par jour.

Plus loin, **l'ancienne librairie Racine** était devenue un lieu de torture. Partout, l'occupant torturait à l'étage et non pas dans les caves, peut-être pour que les cris des suppliciés soient entendus de loin. Craignant de parler sous la torture, Pierre Brossolette s'est suicidé en se jetant par la fenêtre, rive droite, avenue Foch.

Le **théâtre de l'Odéon** porte encore des traces de combat de la Libération, plusieurs impacts restent bien visibles entre les deux premières arches à l'angle de la rue de Vaugirard et de la rue Rotrou.

Le jardin du Luxembourg

Ici se trouvait le quartier général de l'armée de l'air. La rue de Vaugirard était interdite à la circulation et des batteries de DCA allemande (la Flac) étaient installées sur les toits en terrasse alentour. Dans le jardin, face au Sénat, avec la rue de Vaugirard sur la gauche, la faible hauteur des arbres et le dessin particulier des allées attire notre attention : un bunker de 333 m² avait été construit ici, par l'organisation Todt (du nom de son créateur, le ministre allemand de l'Armement et des Fournitures de guerre). Dans le XIII^e arrondissement, un autre bunker avait été construit place de Rungis et s'y trouve toujours, sa démolition étant trop coûteuse : il est aujourd'hui peint en rose.

Le maréchal Hermann Göring, qui dirigeait la *Luftwaffe*, l'armée de l'air allemande, habitait au Ritz et avait ses bureaux au Sénat. Il profita de la proximité du musée du Jeu de paume, qui jouxte le Sénat, pour organiser le vol de tableaux à grande échelle et venir faire son « marché » en toute impunité (il vint plus de vingt fois à Paris). La question des tableaux volés par l'occupant, notamment dans les appartements réquisitionnés des juifs, n'est toujours pas résolue. A partir de 1997, la mission d'études sur la spoliation des juifs de France, dite commission Mattéoli, prend la mesure de l'aryanisation et travaille sur la restitution des derniers biens spoliés. Les tableaux volés, récupérés par la France mais pas par leur propriétaire ou ayant droit, sont marqués du sigle MNR (Musée nationaux récupération) : on peut en découvrir çà et là dans les musées. Lire par exemple le livre de Carole Achache *La Plage de Trouville*, récit de la recherche longue et difficile d'un tableau volé.

Le jardin du Luxembourg avait été transformé en un jardin potager : on y cultivait des choux et des rutabagas.

De l'autre côté du jardin du Luxembourg, **le lycée Montaigne** abritait les troupes de l'armée de l'air : les Allemands n'occupaient pas les casernes, pas assez hygiéniques à

leur goût.

Non loin, **l'école des Mines** et le **laboratoire de chimie** étaient aussi réquisitionnés.

Certaines photographies d'époque du jardin du Luxembourg, par exemple celles prises par André Zucca, en donnent une image bucolique qui peut tromper : il est nécessaire de connaître le nom du photographe, car tous devaient être accrédités par l'occupant. Zucca, comme Doisneau par exemple, étaient accrédités.

Le jardin du Luxembourg fut aussi un des lieux de la **collaboration sentimentale**. Les maisons closes (situées à proximité, rue St-Sulpice) sont strictement réglementées par l'Occupant dès son arrivée. Il faut rappeler que les bordels étaient légaux, avant et pendant l'Occupation (la loi Marthe Richard date de 1946). La tenancière de l'un des plus célèbres de ces établissements, le One-two-two, a relaté le souvenir de ces années fastes. Le préservatif était appelé *ein Pariser* (c'est aussi le nom d'un pain). Les cas de syphilis explosent, passant de 3 000 avant guerre à 9 000 en 1941. D'où le souci de la prévention, car il n'existe pas de vaccination, comme, par exemple contre la diphtérie (vaccination obligatoire sous l'Occupation). La loi de l'accouchement sous X date de septembre 1941 (l'avortement était interdit et puni de mort). Ces accouchements sous X se faisaient dans des lieux particuliers autour de Paris, au château de Bénouville, dans le Calvados, ou au château près de La Chapelle-en-Serval, dans l'Oise, mais également dans de multiples maisons maternelles dûment répertoriées. 400 000 enfants au total (côté français et allemand) seraient nés de ces unions d'un soldat allemand et d'une Française (ou d'un Français et d'une Allemande outre-Rhin) : ce fut souvent pour eux la source d'une grande souffrance. Certains sont devenus célèbres, comme Gérard Lenorman ou Richard Bohringer. Ce fut aussi la vogue des prénoms qui peuvent se prononcer aussi bien en allemand qu'en français : Brigitte, Maria, Anna, Nicole, Gérard. Les enfants étaient habillés en carreaux vichy.

Le **4 rue Guynemer** appartient à la Sopridex, « société immobilière » sous l'Occupation, toujours gérée par le Vatican, très gros propriétaire foncier.

Le très bel immeuble du **2 rue Guynemer** fut réquisitionné. Les préfets d'alors nommaient des administrateurs provisoires chargés de la revente des biens immobiliers. Ces biens seront déclarés en déshérence après-guerre si personne ne les réclame. Plus la revente est rapide, plus leur commission est importante. Des immeubles entiers changent de main plusieurs fois pendant la guerre. On estime que 72 000 appartements furent vidés. Voir par exemple sur le sujet le film *Elle s'appelait Sarah* et le *Journal* d'Hélène Berr, qui comprend que son arrestation est sans espoir quand elle voit que ses meubles sont emportés en

même temps qu'elle.

A l'angle de la rue d'Assas et de la rue de Vaugirard, **l'Institut Arthur-Vernes, appelé Institut prophylactique sous l'Occupation** appartient aujourd'hui à un grand groupe pharmaceutique. Cet hôpital privé avait été créé pendant la Première Guerre mondiale par Arthur Vernes, un maurassien partisan de l'Action française et de l'eugénisme, auteur en 1939 de *SOS pour la défense de la race*. Il était spécialisé dans la recherche prophylactique de lutte contre la syphilis, qui n'était pas curable (le vaccin ne sera trouvé qu'en 1946 par les Américains).

En face, **l'Institut catholique** avait à sa tête le cardinal Baudrillart, grand collaborationniste, soutien de la Légion française contre le bolchévisme (LVF), avant sa mort en 1942.

Au 8 rue d'Assas, **la librairie Hatier**, l'éditeur du Bescherelle, était dirigée par Alexandre Hatier, qui avait fait paraître une annonce sous l'Occupation indiquant qu'il était aryen.

Boulevard Raspail, à l'emplacement de l'immeuble de la Maison des sciences de l'homme, se trouvait la prison du Cherche-Midi. Cet ancien cloître, démoli dans les années 1970, avait vu passer le colonel Dreyfus. Pendant la guerre, de nombreux résistants y furent internés, comme Honoré d'Estienne d'Orves, avant d'être fusillé au mont Valérien. Après guerre, Otto von Stülpnagel, gouverneur militaire de Paris, et Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France de juin 1940 à août 1944, y passèrent quelques années en prison. Stülpnagel s'y suicida en 1948.

Toujours boulevard Raspail, **l'hôtel Lutétia** avait été construit dans les années 1910 en style Art Déco par le propriétaire du Bon Marché situé en face, pour ses clients fortunés. Ce fut pendant la guerre le siège de l'*Abwehr*, le service de renseignement de l'état-major allemand. Ce lieu a changé d'image en accueillant à la fin de la guerre les déportés revenant par la route des camps de concentration (ceux qui rentraient en train arrivaient à la gare d'Orsay).

En face, la Banque de France était chargée de financer l'occupant. Elle fut dirigée jusqu'en 1943 par Maurice Couve de Murville, qui devait être nommé Premier ministre en 1968.

Bibliographie

Cécile Desprairies, *Ville Lumière, années noires, les lieux du Paris de la Collaboration*, Denoël, 2008.

Cécile Desprairies, *Paris dans la Collaboration*, Seuil, 2009, 656 p.

Cécile Desprairies, *Sous l'œil de l'Occupant, la France vue par l'Allemagne, 1940-1944*,

Armand Colin, 2010, 224 p.

Cécile Desprairies, *L'héritage de Vichy - Ces 100 mesures toujours en vigueur*, Armand Colin, 2012 (à paraître le 3 octobre), 256 p.

Éric Alary, Bénédicte Vergez-Chaignon, *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Larousse.

Sur la restitution des tableaux volés : Carole Achache, *La Plage de Trouville*, Stock, 2008, 360 p.

Sur la réquisition des bien spoliés : Laurent Douzou, *Voler les juifs. Lyon, 1940-1945*, Hachette, 2003, 340 p., (le dernier chapitre est sur la restitution des biens spoliés).

Un témoignage bouleversant de lucidité sur le destin inéluctable d'une jeune juive : Hélène Berr, *Journal*, Tallandier, 2008.

Sur l'eugénisme : Arthur Vernes, *SOS pour la défense de la race*, 1939.

Sorti en 1969, le film *Le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophuls, contribua à la relecture de l'histoire de France pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sur la géographie pendant la guerre de 1939-1945, un article de Laurent Beauguitte sur les revues de géographie (mais qui aborde de nombreux problèmes) :

<http://cybergeog.revues.org/19853>

pour avoir plus de détails : <http://www.memoireonline.com/02/09/1931/Un-champ-scientifique--lepreuve-de-la-Seconde-guerre-mondiale-les-revues-de-geographie-franaises.html>

Compte-rendu : Michel Giraud, relu et amendé par Cécile Desprairies et Maryse Verfaillie.